

L'histoire du temps présent

Pourquoi le 10 mai se fête désormais le 8 mai ...



Denis Scuto

Beaucoup de Luxembourgeois ont seulement pris conscience de la valeur indescriptible d'une bibliothèque à la lumière de la disparition d'une des plus belles et grandes bibliothèques du pays, celle de l'écrivain Lambert Schlechter, presque complètement détruite par les flammes. Cela m'a rappelé également que j'entends de plus en plus parler de gens qui veulent se séparer de leurs livres. Aujourd'hui, à notre ère digitale, on n'en aurait plus besoin.

Je ne veux pas répondre ici à partir du point de vue du bibliophile. Mais juste montrer à l'aide d'un exemple que beaucoup de choses ne se trouvent pas sur le web, malgré les progrès rapides de la numérisation. Un des textes les plus importants sur la science historique moderne n'est pas disponible sur Internet. Il s'agit du petit ouvrage de Wilhelm von Humboldt, issu d'une conférence prononcée en 1821 par cette personnalité plus connue comme linguiste, philosophe, diplomate et co-fondateur, avec son frère Alexander, de l'université à Berlin qui porte son nom que comme historien. Le titre en est: „Ueber die Aufgabe des Geschichtsschreibers“. Cet ouvrage, j'ai dû le commander par le prêt international dans une bibliothèque étrangère, afin de pouvoir en lire le texte intégral et non des citations glanées ici et là. J'ignore si Lambert Schlechter en possède (ou possédait) un exemplaire. Cela ne m'étonnerait pas.

La valeur inestimable d'une bibliothèque

Humboldt donne ici la première définition moderne du métier d'historien, dont voici un aspect: „Zwei Wege müssen also eingeschlagen werden, sich der historischen Wahrheit zu nähern, die genaue, parteilose, kritische Ergründung des Geschehenen und das Verbinden des Erforschten, das Ahnden des durch jene Mittel nicht Erreichbaren.“ Investigation, interprétation et synthèse, mais aussi intuition. L'historien est pour Humboldt différent du peintre ou du poète, parce qu'il subordonne l'imagination à l'expérience et à l'investigation de la réalité, mais en même temps semblable à lui parce qu'il doit faire appel à son imagination et son intuition rendre vie à des mondes qui ont disparu et réaliser des tableaux, en reliant les différentes traces laissées par le passé. La finalité est de comprendre les hommes et femmes d'autrefois, en interprétant les traces de façon à restituer le sens de leur action, le sens que les acteurs d'autrefois donnaient à leurs actes. L'historien doit donc tenter de se mettre à leur place. Voilà pourquoi il doit prendre des distances par rapport à nos catégories de pensée actuelles tout comme par rapport à notre savoir a posteriori



Le premier projet du gouvernement le 10 mai 1940: partir à Lasauvage, villa Libotte.

sur la suite de ces événements du passé.

Avoir de tels „vieux bouquins“ dans sa bibliothèque est loin de représenter un luxe inutile. Plonger régulièrement son nez dedans éviterait même à bien des auteurs de publications historiques actuelles – en papier ou digitales – maintes interprétations anachronistes. Ou présentistes: des approches qui partent du présent pour en déduire le passé.

Au Luxembourg, une bonne illustration en est fournie par les récits sur l'événement qui était commémoré officiellement le 10 mai, en référence au jour de l'invasion allemande du Grand-Duché en 1940, mais qui est entre-temps supplanté par des festivités en l'honneur de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe, le 8 mai 1945.

Un glissement qui ne fait que consacrer l'interprétation anachroniste et présentiste de l'occupation allemande à partir de la perspective de l'issue de la guerre, c'est-à-dire la victoire des Alliés et le positionnement du Grand-Duché dans ce camp allié. Mais aussi un échange de dates à commémorer qui traduit tout le malaise qui plane entretemps sur l'interprétation de l'Occupation en général et de l'an 40 en particulier. Bien des aspects ne peuvent plus être commémorés comme avant. Des proclamations comme celles-ci ne passent plus: „Tirant les leçons du passé, la Grande-Duchesse Charlotte et le gouvernement luxembourgeois partent en exil et s'installent à Londres et au Canada. Décision heureuse, car l'engagement dans le camp des Alliés assure au Luxembourg au lendemain de la guerre sa pleine reconnaissance internationale.“ Voilà en effet un bel exemple d'interprétation présentiste, de sens déduit du présent pour le prêter à l'action des hommes et femmes du passé.

Comme je continue à sortir régulièrement de ma bibliothèque le bon vieux Humboldt – une version papier de ce texte fondateur vient d'être intégré dans „Das große Leserbuch: Wilhelm von Humboldt“ (Fischer Taschenbuch-Verlag) – pour rafraîchir mes connaissances sur le métier d'historien, j'ai donc tenté de comprendre le sens, à l'époque même, du départ de la Grande-Duchesse et du gouvernement dans la matinée du 10 mai 1940.

Ce n'est pas chose aisée, loin de là. Comme l'écrit en 1986 Geor-

ges Heisbourg, diplomate qui a consacré plusieurs ouvrages au gouvernement en exil (notamment pour en chanter les louanges), aucune commission d'enquête officielle n'a été créée pour se pencher sur les événements avant et après le 10 mai 1940 au Luxembourg, contrairement aux pays étrangers. Il n'existe aucun recueil de documents diplomatiques sur le Grand-Duché pendant la Seconde Guerre mondiale – ni sur aucune autre période de l'histoire du Grand-Duché d'ailleurs. Il n'y a même pas un ouvrage de synthèse sur la Seconde Guerre mondiale, ici également contrairement aux autres pays. Pour l'année 1940, on peut au moins s'appuyer, à côté de Heisbourg, sur une étude détaillée d'Emile Haag et d'Emile Krier sur l'action de la Grande-Duchesse et de son gouvernement, pendant ce que les auteurs appellent „l'année du dilemme“.

Dresser un tableau de cette période ressemble ainsi à un parcours du combattant en temps de paix. Si les historiens sont par la force des choses encore fort éloignés de „l'investigation rigoureuse, impartiale et critique de ce qui s'est produit et (de) la synthèse du champ exploré“ chère à Humboldt, permettez-moi néanmoins de rassembler ici quelques pièces du puzzle.

1940, l'année du dilemme

Quelles leçons la Grande-Duchesse et le gouvernement ont-ils tirées de la Première Guerre mondiale? Non pas celle de s'engager directement dans le camp des Alliés, mais la leçon qu'il convient de marquer plus clairement sa protestation contre l'invasion du Luxembourg, pays neutre. En 1914, le gouvernement Eyschen avait juste protesté, mais sans appeler à l'aide les autres puissances garantes de cette neutralité et en collaborant ensuite avec l'occupant allemand. En 1940, une attitude différente fut décidée et effectivement mise en place sur deux plans: premièrement, ajouter à la protestation contre la violation de la neutralité un appel à l'aide des puissances signataires du traité de Londres de 1867 et deuxièmement, ne pas tomber dans les mains de l'invasisseur. Toutefois, la destination n'est pas

l'étranger, mais Lasauvage du côté luxembourgeois de la frontière avec la France, dans la villa du directeur de l'usine de Rodange, Charles Libotte. Comme Libotte est parti pour Bruxelles sans laisser les clés de la villa, la Grande-Duchesse passe le reste de la nuit au poste de gendarmerie de Rodange. Le gouvernement comptait sur une riposte française. D'après ce scénario, ils se seraient trouvés à Lasauvage sous protection française. Mais comme la riposte se faisait attendre, on décida de fuir en direction de la capitale parisienne. Comme il n'y eut pas d'instructions pour les organes administratifs de l'Etat en cas d'occupation, il n'y eut pas de plan pour le gouvernement en vue d'un exil qu'on n'avait pas prévu.

Du 10 mai au 6 août 1940, la Grande-Duchesse et le gouvernement décident avant tout de ne pas prendre de décisions (si ce n'est de continuer leur fuite vers le Portugal après la défaite de la France). Le contexte de guerre de ces mois est le suivant: l'Allemagne nazie est maître incontesté en Europe occidentale, a battu sur le continent tant la France que la Grande-Bretagne. Juste les Anglais continuent à se battre à partir de leur île. Au Luxembourg une commission gouvernementale présidée par le conseiller de gouvernement Albert Wehrer reçoit les pleins pouvoirs de la part de la Chambre des Députés et du Conseil d'Etat et ces institutions décident de collaborer avec les forces d'occupation allemandes. Sur initiative du président de la Chambre et ancien ministre d'Etat, Emile Reuter, la Chambre et la Commission administrative lancent début juillet un appel à la Grande-Duchesse où ils demandent son retour au Grand-Duché et la démission du gouvernement. Le ministre d'Etat, Pierre Dupong, et la Grande-Duchesse penchent en faveur du retour, Bech, Krier et Bodson sont plutôt contre.

C'est le Conseil des ministres du 27 juillet 1940 à Lisbonne, évoqué par Haag et Krier mais non par Heisbourg, qui symbolise le mieux cette époque du dilemme. Le gouvernement en exil analyse la situation internationale et trois scénarios sont discutés d'après Haag et Krier:

– si l'Angleterre gagnait la guerre et si le gouvernement restait en dehors de l'orbite allemande, le Grand-Duché aurait toutes les chances de survivre;

– si l'Allemagne l'emportait et si le gouvernement restait en dehors du pays, le Luxembourg disparaîtrait de la carte du monde en tant qu'Etat indépendant;

– si l'Allemagne l'emportait et si la Grande-Duchesse ainsi que le gouvernement rentraient immédiatement, le pays garderait peut-être un semblant d'indépendance.“ De nouveau, aucune décision n'est prise. Le 2 août 1940, la Grande-Duchesse décide de faire envoyer un télégramme à Luxembourg par l'intermédiaire de l'ambassade américaine à Lisbonne annonçant son intention de rentrer. Mais le consul améri-

cain au Luxembourg, Platt Waller, n'étant plus autorisé à recevoir de courrier luxembourgeois sous peine d'être expulsé par les Allemands, le télégramme est renvoyé à l'expéditeur. Ce sont seulement les premières apparitions et discours publics du Gauleiter Gustav Simon qui mettent fin à ces projets de retour et aux hésitations du gouvernement en exil.

Mais même après août 1940, contrairement à la légende dorée présentiste, le gouvernement ne s'engage pas résolument du côté des Alliés. Il n'établit pas son siège à Londres, mais à Montréal. Comme le montre Vincent Artuso dans son rapport, le Foreign Office anglais donne en décembre 1940 un avis négatif concernant une demande, de la part du gouvernement en exil, de visas anglais pour des réfugiés juifs luxembourgeois, avec l'argument justement que le Grand-Duché n'est pas encore un Allié: „Luxembourg is so much an ex post facto friend and so far from being a belligerent ally that I doubt if we can extend to Luxembourg refugees the arrangements which we are trying to make to cover allied refugees in general.“

Le 12 mai 1940, deux jours après l'invasion, Bodson avait soulevé à un conseil des ministres à Paris la question de la déclaration de guerre luxembourgeoise à l'Allemagne, mais ses collègues ministres s'y sont opposés. Ce n'est que plus de deux ans plus tard, le 8 septembre 1942, que le gouvernement luxembourgeois en exil déclare dans une note officielle au gouvernement américain qu'il se considère en état de guerre avec les puissances de l'Axe. Une semaine après la grève générale contre l'enrôlement de force des jeunes Luxembourgeois, une grève que le gouvernement en exil avait déconseillée aux mouvements de résistance.

Dans son discours sur l'état de la nation, le Premier ministre a souligné mardi dernier que le gouvernement actuel voulait faire avancer ce que Humboldt appelait „die Ergründung des Geschehenen“ et par là même en valoriser la mémoire. Voilà une approche qui serait plus que bienvenue. Jusqu'à présent, les gouvernements luxembourgeois ont, au nom de la mémoire des uns ou de la mémoire des autres, davantage freiné qu'encouragé les progrès de la connaissance historique. Et par conséquent la compréhension de la plus grande catastrophe du 20^e siècle, la catastrophe qui constitue la matrice de notre temps et de notre société.



Lauschtert
och dem
Denis
Scuto säi
Feuilleton
op Radio
100,7, all
Donnesch-
deg um 9.25 Auer (Rediffu-
sioun 19.20) oder am Audioar-
chiv op www.100komma7.lu.